

Leviers de la redistribution dans les pays de l'OCDE

Commentaires sur les articles de Amar, Beffy, Marical et Raynaud
(2008)

Marco Mira d'Ercole
Direction des statistiques de
l'OCDE

Contexte

Regain d'intérêt sur les effets redistributifs de l'action publique, en dépit des effets sur les comportements des agents

- la croissance économique n'est pas le seul objectif de l'action publique
- les alternatives à une politique de redistribution bien conçue ont souvent des conséquences encore plus néfastes

Conclusion: la question n'est pas s'il faut ou non redistribuer, mais comment le faire sans trop porter d'atteinte aux signaux du marché

Objectifs

Dans ce cadre, il est primordial de renforcer les analyses tant au niveau national qu'international; perspectives complémentaires

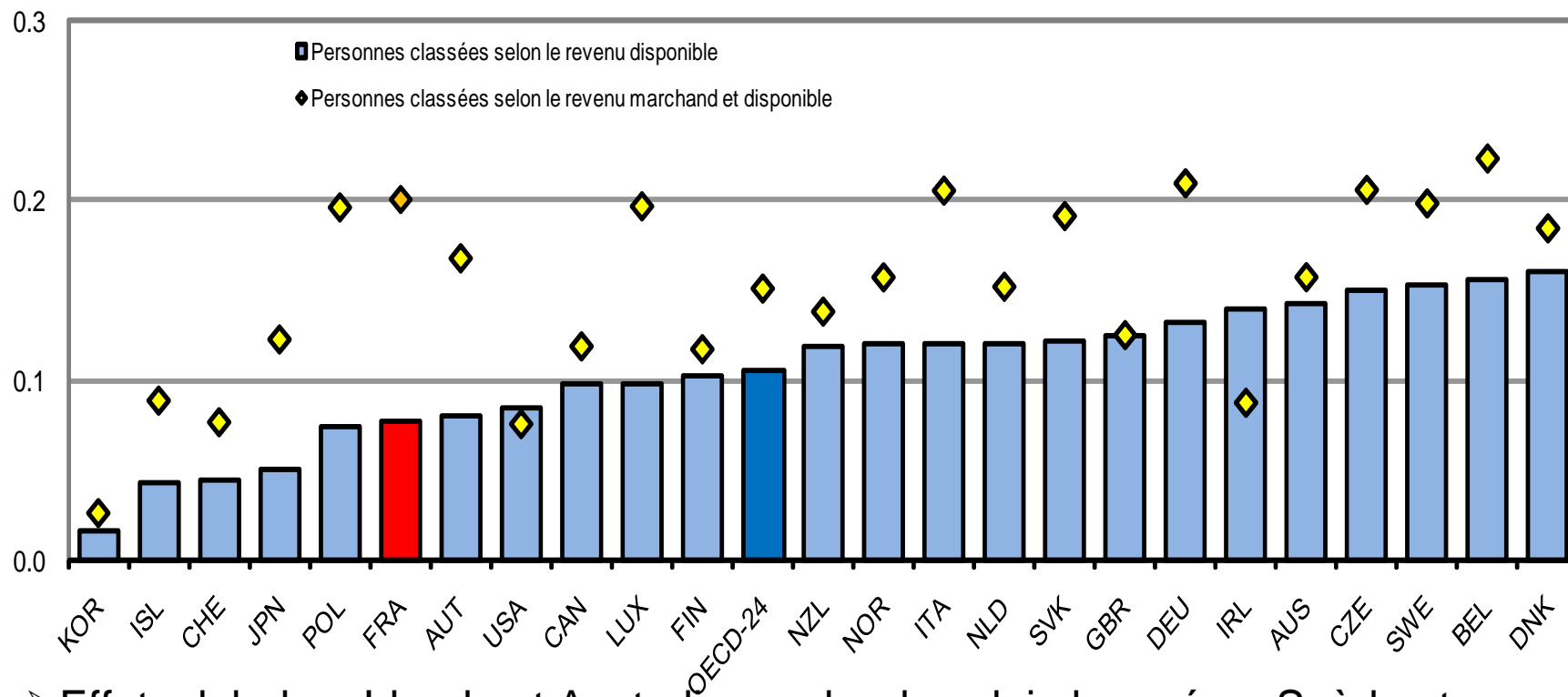
- Niveau national, c'est l'horizon des deux articles
- Niveau international: mise en perspective comparative pour les trois leviers discutés par Marical et al., sur la base du rapport OCDE « Croissance et inégalités »
 1. Impôts directs et transferts monétaires
 2. Services publics
 3. Impôts sur la consommation

1.1 Impôts directs et transferts monétaires

- Référence: Chapitre 4 (« Quelle est l'ampleur de la redistribution réalisée par les pouvoirs publics? Le rôle des transferts monétaires et des impôts sur les ménages ») du rapport OCDE *Croissance et inégalités*, Peter Whiteford , Social Policy Research Centre, University of South Wales.
- Similitudes et différences avec l'approche INSEE:
 - sources, années, échelle d'équivalence
 - « champ de la redistribution »: ensemble de prélèvements et transferts ou seulement ceux avec objectif redistributif
- Mesures utilisées: « avec » ou « sans » reclassements des personnes (le 1^{er} exagère l'impact redistributif dans les pays où les retraites publiques sont très importantes)

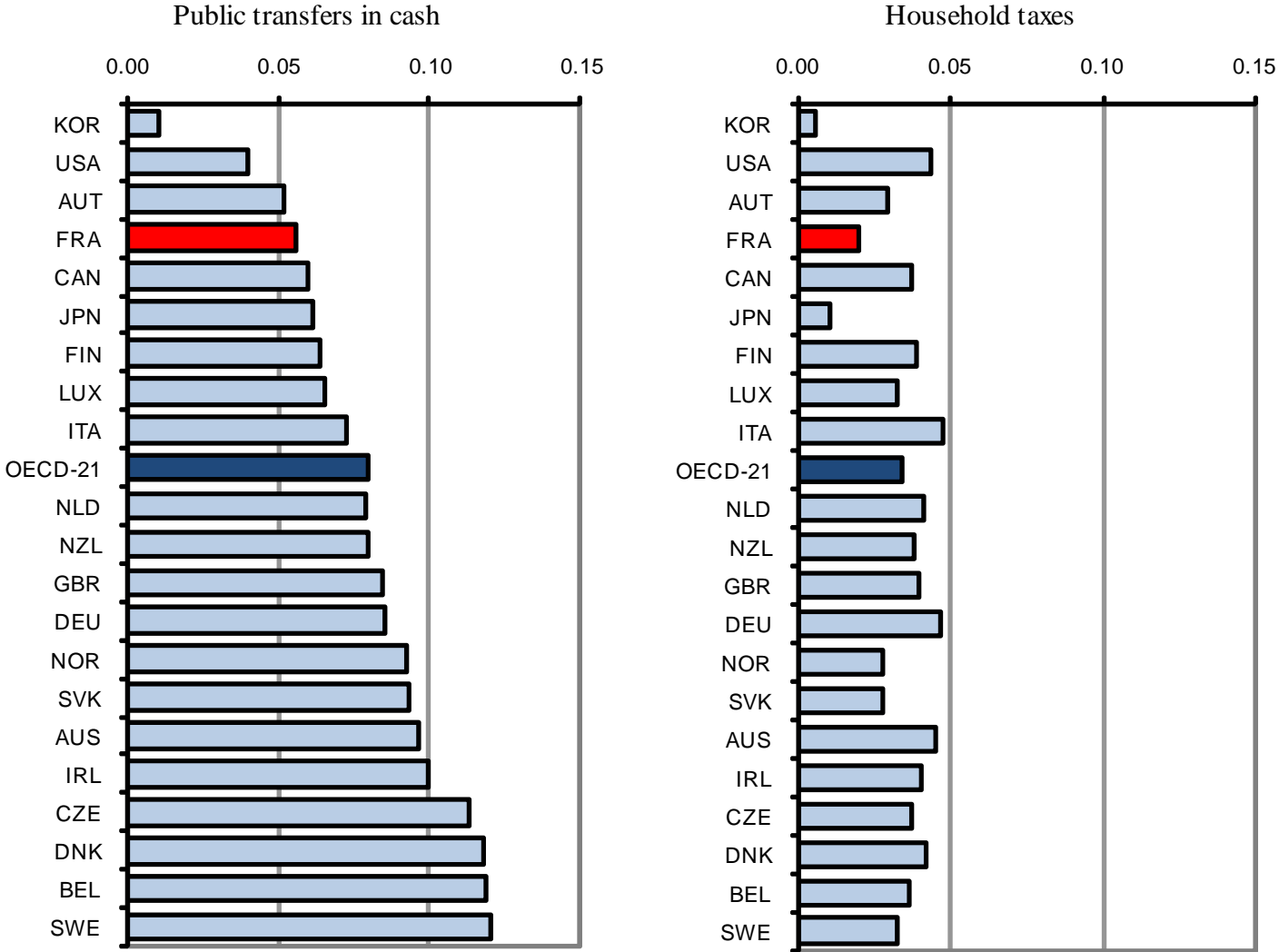
1.2 Faibles effets des impôts et transferts sur les inégalité en France

Différence de coefficient de concentration en 2005, réduction en %



- Effet global en Irlande et Australie proche de celui observé en Suède et au Danemark
- Redistribution au RU et Nouvelle Zélande similaire à celle en Allemagne et Pays-Bas
- Inégalités plus élevés dans pays anglo-saxons s'expliquent par une plus forte inégalité des revenu marchand plus que par une moindre efficacité de l'État

1.3. Réduction des inégalités imputables aux transferts monétaires publics et aux impôts des ménages (différence du coefficient de concentration, 2005)

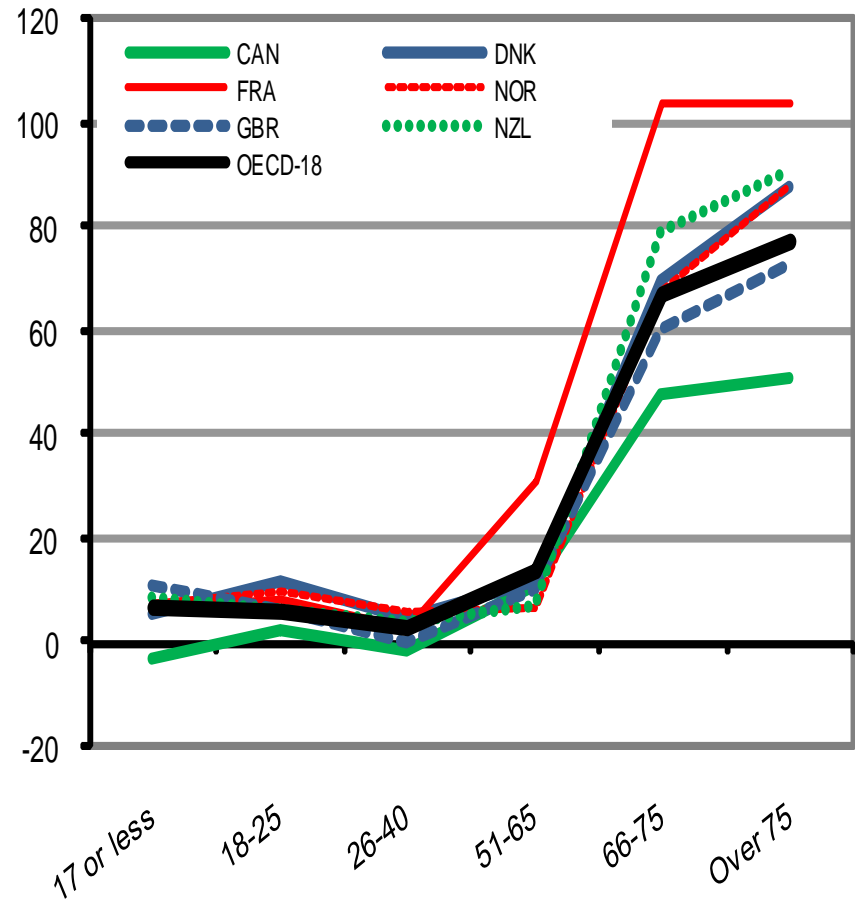
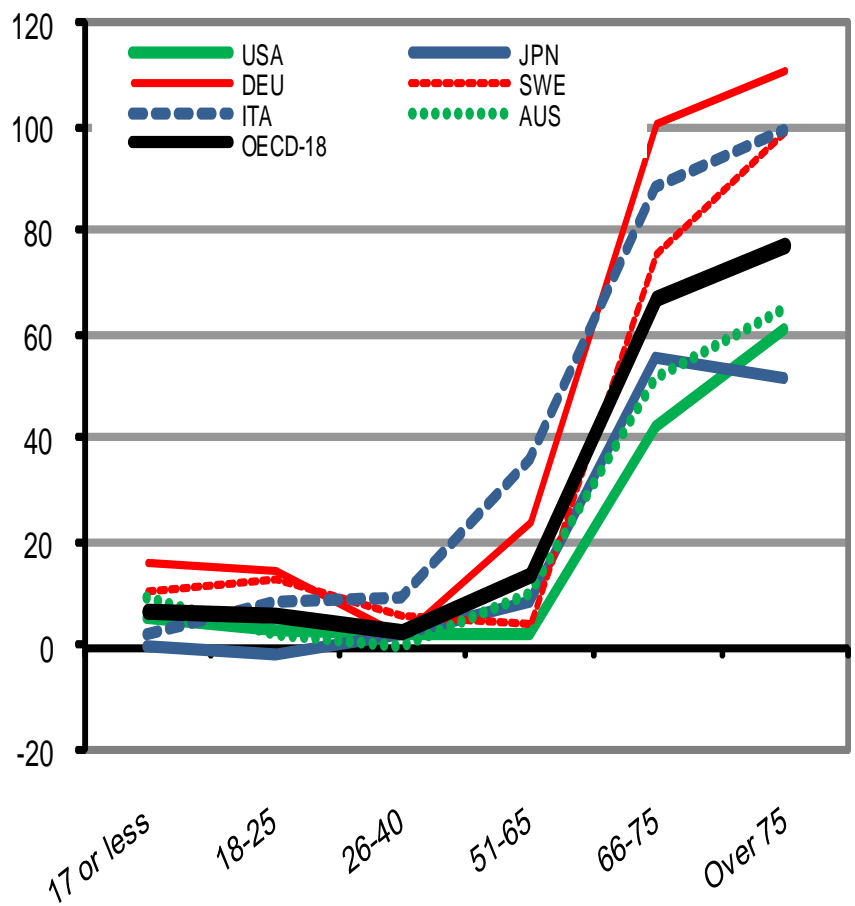


1.4. Évaluation dépend de la source utilisée

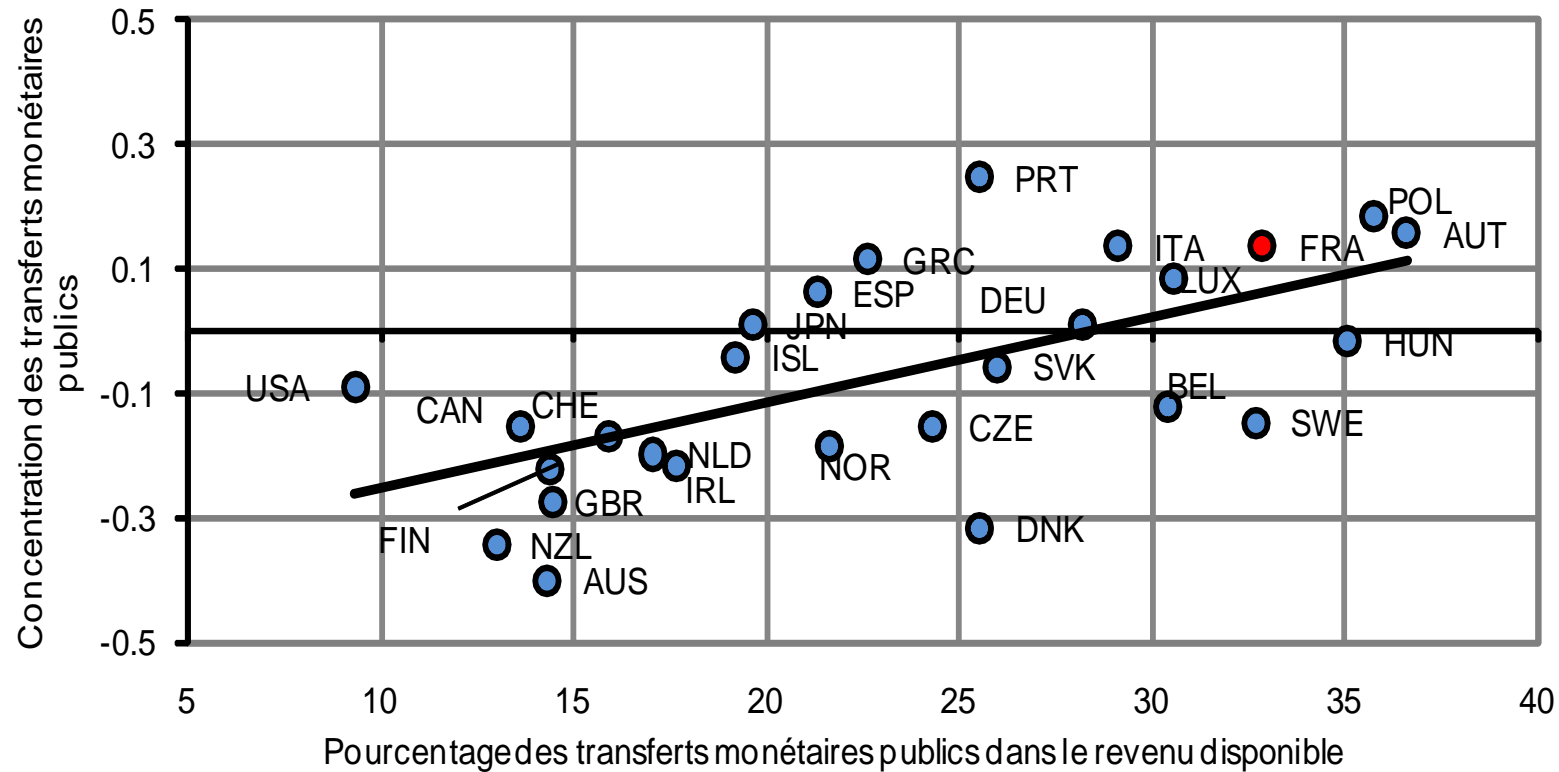
- Impôts. Part du revenu disponible beaucoup plus faible dans ERF (7%) que dans EU-SILC (26%) mais aussi plus grande concentration sur les ménages aux revenus élevés; réduction des inégalités comparable (0.024 dans ERF, 0.020 dans EU-SILC)
- Transferts monétaires. Part du revenu disponible marginalement plus faible dans ERF (30%) que dans EU-SILC (33%) mais aussi plus forte progressivité; un effet redistributif plus fort (0.099 dans ERF, 0.056 dans EU-SILC)
- Sur la base de ERF, l'effet de redistribution total est supérieur, (0.123), proche de la moyenne OCDE: il reste bien inférieur à ceux des pays Nordiques ou anglo-saxon avec forte «efficacité »

1.4. Prestations nettes très favorables pour les personnes âgées

Parts des transferts monétaires nets (transferts moins impôts) dans le revenu disponible de chaque



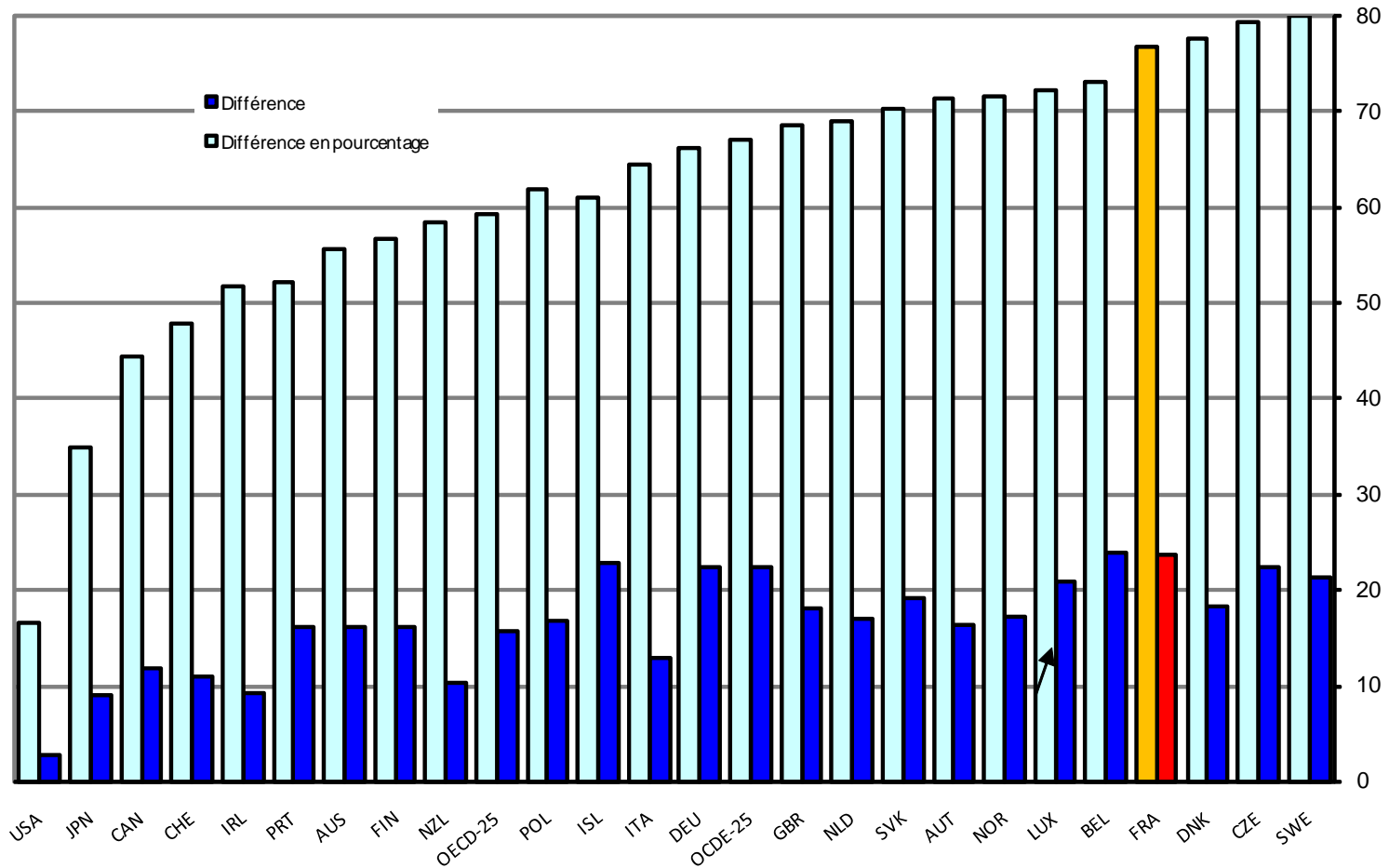
1.5. Arbitrage entre taille et concentration des transferts monétaires vers les ménages



Source: Calculs effectués à partir du questionnaire de l'OCDE sur la distribution des revenus.

1.6. Des effets plus importants en terme de réduction de la pauvreté monétaire (seuil de 50% du revenu disponible médian, reclassement)

Réduction de la pauvreté monétaires dans les pays OCDE



1.7. Synthèse

- Toute évaluation du niveau et caractéristiques de la redistribution opérée par le system fiscal et des transferts est fonction des mesures utilisées: réflexion amorcée mais pas concluante
- Diversité des résultats pour un même pays selon les sources utilisées: importance d'efforts d'harmonisations entre sources et de comparaisons systématiques avec des points de références externes
- La redistribution est fonction de taille et concentration de chaque instrument, et des arbitrages entres différents leviers: importance d'une évaluation compréhensive

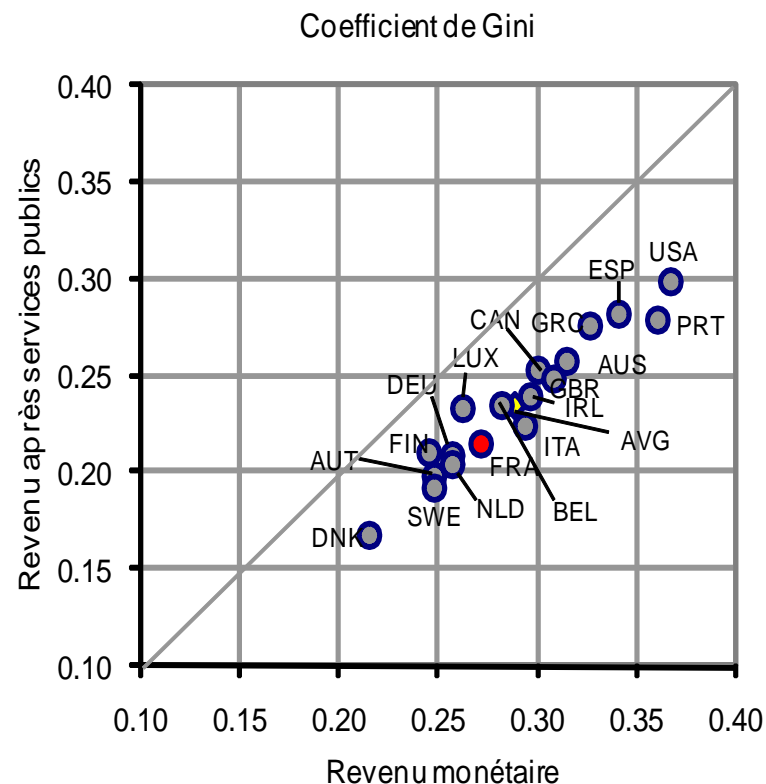
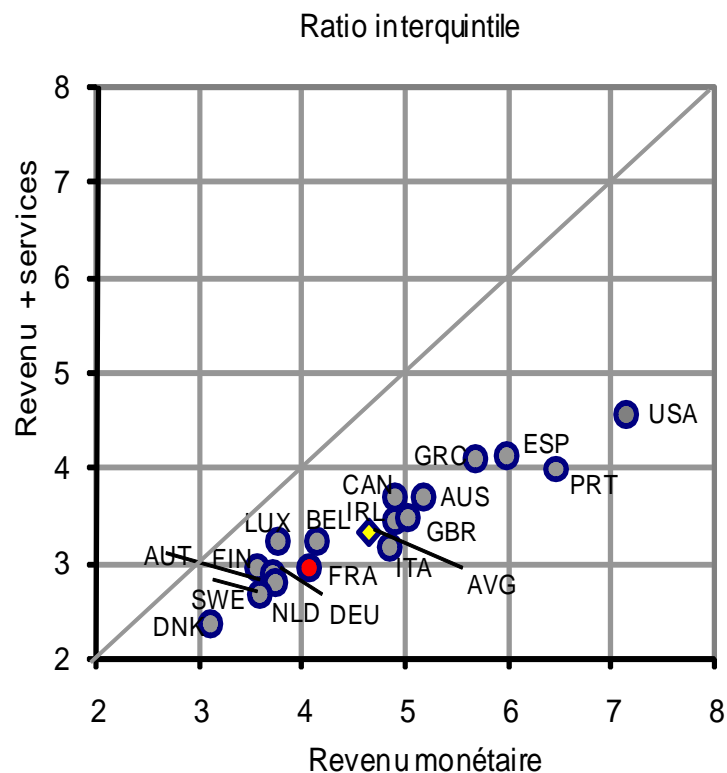
2.1. Effets redistributif des services publics “en nature”

- Revenu disponible et revenu « ajusté »: si l'on déduit les impôts acquittés par les ménages pour financer les services publics, on devrait inclure les services fournis en contrepartie
- Important pour les services dont les usagers retirent un avantage personnel
- Dans la pratique:
 - Cet ajustement repose sur des imputations plus ou moins fiables, basées sur les caractéristiques des individus plutôt que sur leur utilisation effective
 - Ces services sont en général valorisés à leur coûts de production, ce qui est contestable lors -qu'on veut évaluer le bien-être des ménages

2.2. Effets significatifs du fait du poids de ces services et de leur répartition entre quintiles (2000)

- Poids: entre 10% (MX) et 40% (SWE,DNK) du revenu disponible des ménages (SNA et SOCX), 24% en France, 22% moyenne OCDE
- Profil: très lié à l'âge des individus et relativement uniforme entre les quintiles, ce qui implique un poids beaucoup plus fort pour les personnes au bas de la distribution que de ceux à son sommet (70% pour Q1 et 11% en Q5 en moyenne)
- Estimations basées sur données (ECHP) individuelles et groupées (i.e. âge)

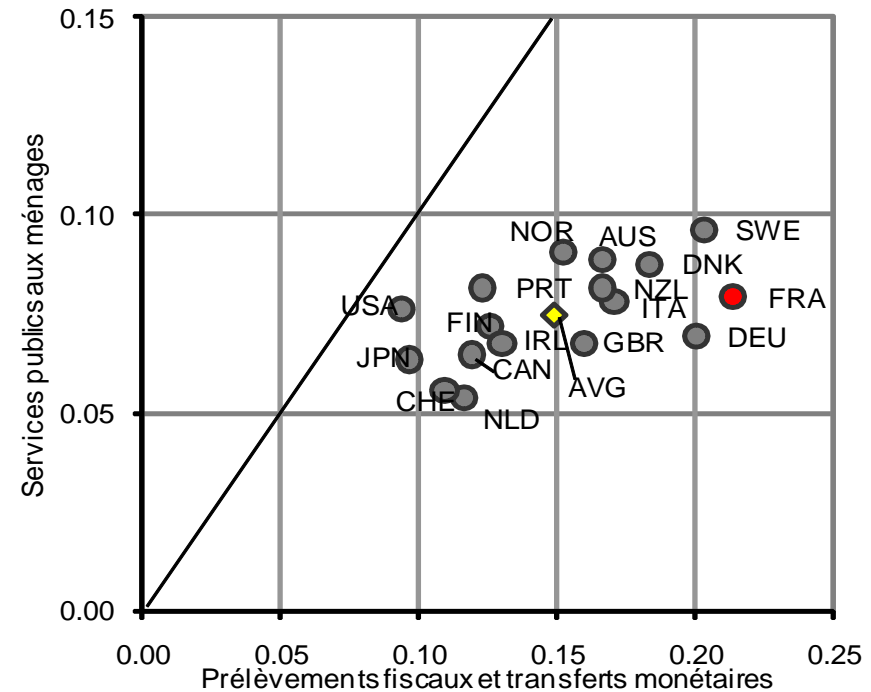
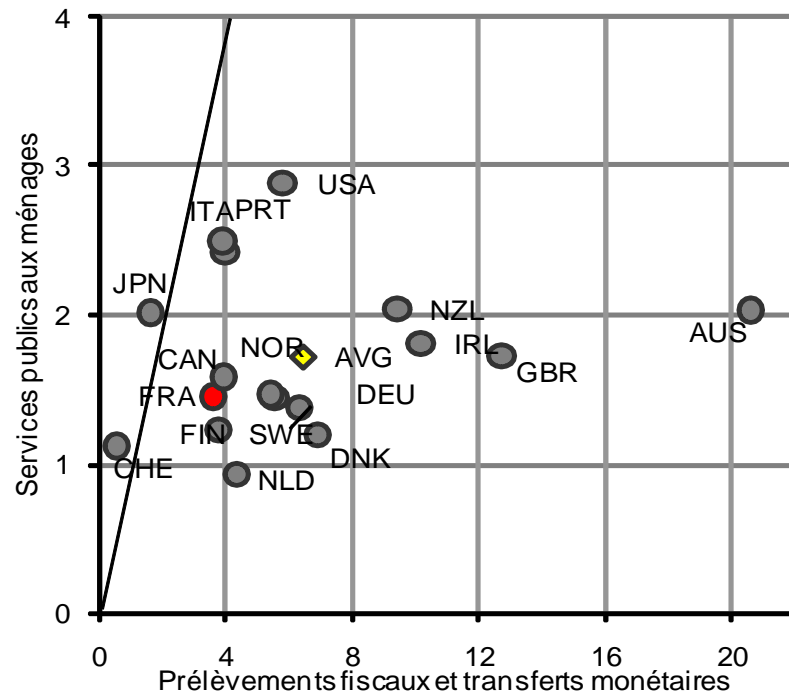
2.3. Estimations basés sur des données individuelles: santé, éducation et logement social, vers 2000



- OCDE: Effet important quel-que soit l'indicateur; peu d'effet sur le classement des pays; degré de réduction varie selon l'indicateur
- France: 0.7 (santé), 0.4 (éducation), 0.0 (logement), 1.1 (total), OCDE/ECHP
0.6 (santé), 0.9 (éducation), 0.1 (logement), 1.2 (total), Marical et al.

2.2. Différences plus marquées en termes d'appréciation sur le rôle relatif du "champ habituel de la redistribution" et ensemble des services

Écart en points, estimations fondées sur données groupées, 2000



- Par rapport à la méthode données individuelles: champs couvert plus large (totale SOCX), méthode simplifiée, effets redistributifs plus importants (1.4 vs 1.1)
- France: D5/D1 de 7.7 (revenu marchand) à 4.0 (revenu disponible, i.e. -3.7) à 2.6 (revenu ajusté, i.e. -1.4); effet redistributif plus important pour les transferts monétaires et impôts que pour les services

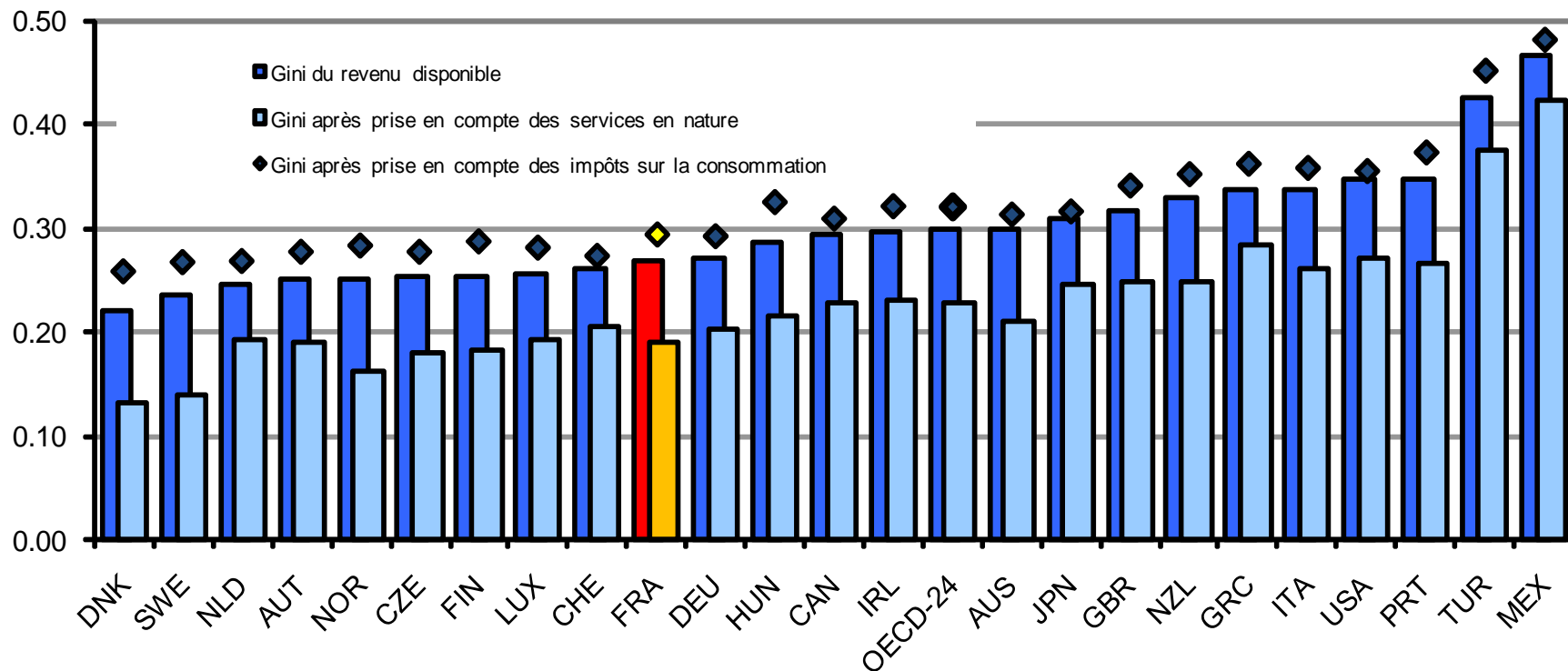
3.1. Effets redistributif des impôts sur la consommation

- Conceptuellement plus difficile pour la nécessité de considérer à la fois revenu et consommation
- Référence: Neil Warren (2008), "A Review of Studies on the Distributional Impact of Consumption Taxes in OECD Countries, OECD SEMWP No. 64, Paris

3.2. Principaux éléments tirés d'une analyse comparative d'études nationales

- Différences en termes d'approches utilisées et champs couverts: méthodologie préférée considère les impôts prélevés tant sur les dépenses finales que sur les facteurs de productions et utilise les tableaux entrées-sorties
- Similitudes des conclusions :
 - Les impôts sur la consommation sont fortement concentrés sur les déciles à faible revenu
 - Cette incidence est plus marquée pour les accises que pour les impôts généraux sur la consommation

3.3 Simulation: application des résultats sur l'incidence des impôts à la consommation en Australie sur la structure des impôts et de la distribution des revenus dans d'autres pays OCDE



- Ensemble pays OCDE: coefficient de Gini augmente (0.023) mais l'effet est beaucoup moins prononcé que celui (en sens inverse, -0.07) des services publics
- Comparaison avec INSEE pour la France.
 - Warren: D5/D1 de 2.59 (Yd+Serv) à 2.76 (Yd+Ser-Tc): i.e. 0.17.
 - Marical: de 2.55 à 2.62: i.e. 0.07.

Conclusions

Intérêt pour une meilleure mesure de l'effet redistributif des pouvoirs publics va se poursuivre sur deux plans différentes:

➤ **Politique:**

- toute réforme des prestations , fiscalité et services publics doit considérer les conséquences sur les inégalités
- combiner aux mieux les différents leviers pour atteindre un objectif de redistribution donnée

➤ **Mesure:**

- Aller au-delà des études ponctuel (analyse) pour assurer un suivi régulier dans le temps et entre pays (statistique): ce suivi implique des meilleures informations sur la consommation et sur l'utilisation des services publics dans les enquêtes sur le revenu et conditions de vie